



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt six, le huit juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 30**

Jérôme DUBOST, Agnès SIBILLE, Nicolas SAJOUS, Pascale GALAIS, Eric LE FEVRE, Véronique BLONDEL, Sylvain CORNETTE, Marie-José BENARD, Yannick LE COQ, Cindy LEFRANCOIS, Édith LEROUX, Isabelle CREVEL, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Thierry GOUMENT, Caroline SAMPIC, Philippe QUERNE, Jean-Pierre VOGEL, Yves LOUMON, Isabelle NOTHEAUX, Hakima BEDJAOU, Nordine HASSINI, Virginie VANDAELE, Céline VAN PETEGHEM, Nicolas BERTIN, Aurélien LECACHEUR, Solène PETITJEAN, Jean METAYER, Léa DIEPPOIS, Gilles LEBRETON, Théo LAMBERT

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2**

Patrick DENISE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS

Aurélia JOPEK donne pouvoir à Gilles LEBRETON

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Benoît NAOUS

### **Secrétaire de séance**

Véronique BLONDEL

CONSEIL MUNICIPAL

du 8 juin 2026

M\_DL260608\_124

RESSOURCES HUMAINES - RESSOURCES HUMAINES - RATIOS PROMUS PROMOUVABLES

**M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire** - La loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale dans son article 35, a supprimé les quotas relatifs aux avancements de grade pour l'ensemble des catégories et des filières, à l'exception du cadre d'emplois des agents de police municipale, et y a substitué un mécanisme dit de ratios « promus-promouvables ».

Il appartient par conséquent à chaque collectivité territoriale de délibérer, après avis du Comité Social Territorial, afin de fixer les ratios qui seront applicables aux avancements de grade, en tenant compte d'une part des possibilités d'évolution de carrière déterminées au sein de la collectivité et d'autre part du nombre d'agents concernés par un avancement au grade supérieur.

Dans le cadre de l'organisation générale de la collectivité, la détermination des ratios doit s'effectuer tout en garantissant un équilibre d'évolution des carrières et des métiers sur l'ensemble des filières.

A cet effet, la Ville de Montivilliers a par délibération en date du 5 juillet 2021, établi la procédure applicable aux ratios d'avancement de grade et a acté le fait que ces derniers seront revus chaque année en fonction du nombre d'agents promouvables.

D'autre part, il est désormais requis de fixer un pourcentage pour les nominations en catégorie B, conformément à la réforme introduite par le décret n°2025-1098 du 19 novembre 2025. Ainsi, les nominations s'effectueront sur la base d'un ratio promus/promouvables déterminé par la collectivité, remplaçant le système antérieur fondé sur un équilibre entre avancement au choix et examen professionnel. Cette réforme vise à fluidifier les parcours professionnels des agents de catégorie B en levant les freins à leur progression.

Après concertation avec les représentants du personnel, il a été convenu de fixer les ratios promus promouvables pour l'année 2026 de la façon suivante :

Catégories	Grades	Ratios	Agents promouvables
A	Attaché hors classe	100 %	1
A	Attaché principal	100 %	1
A	Educateur de Jeunes Enfants classe exceptionnelle	100 %	1
A	Ingénieur Hors classe	100 %	1
A	Assistant de conservation principal de 1ère classe	100 %	1
B	Rédacteur principal de 1ère classe	66 %	3
B	Rédacteur principal de 2ème classe	66 %	3
B	Technicien principal de 1ère classe	100 %	1
B	Technicien principal de 2ème classe	100 %	1
B	Animateur principal de 1ère classe	100 %	1
C	Agent de maîtrise principal	100 %	1
C	Adjoint administratif principal de 2ème classe	100 %	3

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

C	Adjoint administratif principal de 1ère classe	100 %	5
C	Adjoint technique principal de 2ème classe	100 %	6
C	Adjoint technique principal de 1ère classe	100 %	12
C	Adjoint d'animation principal de 1ère classe	100 %	2
C	ATSEM principal de 1ère classe	100 %	3

Les grades non mentionnés dans le tableau ci-dessus ne comportent pas d'agents promouvables. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de poser des ratios d'avancement.

Le nombre ainsi obtenu sera arrondi à l'entier supérieur.

Le principe de réviser cette délibération chaque année reste maintenu, selon le nombre d'agents promouvables. Les ratios qui seront ainsi posés ne pourront être inférieurs à 30% du nombre des agents promouvables.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2121-29 ;

**VU** le Code général de la fonction publique, et notamment son article L.522-27 ;

**VU** le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

**VU** le décret n° 2025-1098 du 19 Novembre 2025 relatif aux modalités d'avancement de grade des fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique territoriale régis par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;

**VU** l'avis du Comité Social Territorial en date du 29 mai 2026 ;

**VU** le budget de l'exercice 2026 ;

**VU** le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des finances, de la commande publique et des ressources humaines ;

**VU** la commission municipale n°5 « Affaires Générales et Finances » réunie le 3 Juin 2026, consultée ;

#### **CONSIDÉRANT**

- Qu'il appartient au Conseil municipal de fixer le taux « promus-promouvables » après avis du Comité Social Territorial pour l'ensemble des grades d'avancement à l'exception de ceux du cadre d'emplois des agents de police municipale ;

**Après en avoir délibéré,**

#### **DÉCIDE**

**- De fixer les ratios promus promouvables pour les grades d'avancement de la façon suivante :**

Catégories	Grades	Ratios	Agents promouvables
A	Attaché hors classe	100 %	1

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

A	Attaché principal	100 %	1
A	Educateur de Jeunes Enfants classe exceptionnelle	100 %	1
A	Ingénieur Hors classe	100 %	1
A	Assistant de conservation principal de 1ère classe	100 %	1
B	Rédacteur principal de 1ère classe	66 %	3
B	Rédacteur principal de 2ème classe	66 %	3
B	Technicien principal de 1ère classe	100 %	1
B	Technicien principal de 2ème classe	100 %	1
B	Animateur principal de 1ère classe	100 %	1
C	Agent de maîtrise principal	100 %	1
C	Adjoint administratif principal de 2ème classe	100 %	3
C	Adjoint administratif principal de 1ère classe	100 %	5
C	Adjoint technique principal de 2ème classe	100 %	6
C	Adjoint technique principal de 1ère classe	100 %	12
C	Adjoint d'animation principal de 1ère classe	100 %	2
C	ATSEM principal de 1ère classe	100 %	3

- D'arrondir le chiffre ainsi obtenu à l'entier supérieur.

Sans incidence budgétaire

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 32

Contre : 0

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.*

*Pour extrait conforme au registre dûment signé.*



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)